

29 janvier 1999, Suisse

Allocution à l'occasion d'une visite à Davos

Je suis ravi de me retrouver ici, à Davos, pour vous parler de la vie économique du Canada et, ce qui est encore plus important, des perspectives d'avenir qui s'offrent à nous. C'est la première fois que je participe à ce célèbre forum annuel et, d'une certaine manière, je suis heureux de ne pas y être venu avant. Car au cours des cinq dernières années nous avons réussi, grâce aux efforts déployés par les Canadiens, à transformer l'économie canadienne. En 1994, le Wall Street Journal n'hésitait pas à comparer notre économie à celle d'un pays du tiers-monde; il y a quelques mois, le Financial Times de Londres en faisait l'éloge en disant que l'économie canadienne était la meilleure de tous les pays du G7.

La question posée dans le cadre de cette séance montre bien tout le progrès que nous avons fait au Canada ces dernières années. Car elle porte non pas sur les moyens que nous envisageons pour revitaliser notre économie – comme cela aurait été le cas il y a quelques années – mais bien sur les perspectives d'avenir de notre nouvel essor économique. Il n'y a pas si longtemps, l'état de santé général de notre économie préoccupait grandement le monde des affaires et le gouvernement du Canada. Ce qui est encore plus important, notre situation causait beaucoup d'inquiétude à notre population. Chaque année, dans des forums comme celui-ci, on mettait en doute notre détermination et notre capacité collectives de continuer de jouer un rôle dans l'économie mondiale axée sur le savoir.

Cette époque est révolue. Pour de bon. Et puisque je suis reconnu pour ma franchise, je répondrai en un mot à votre question « Est-ce que notre renaissance économique va se poursuivre? » La réponse est « OUI »! Les Canadiens ne veulent pas retourner en arrière. Ils ne veulent pas se retrouver avec les mêmes vieux problèmes. Ils veulent que notre pays continue sur sa lancée pour faire en sorte que les Canadiens bénéficient de meilleures perspectives, d'un niveau de vie plus élevé et d'une qualité de vie encore meilleure au cours du prochain siècle.

Les détails de la remontée économique remarquable que le Canada a réalisée en l'espace de cinq années à peine sont maintenant bien connus partout dans le monde : Notre santé financière est la meilleure du G7. Lors de nos deux derniers exercices financiers, nous avons atteint l'équilibre budgétaire pour la première fois depuis près de trente ans. Et ce, en dépit du fait que nous avions hérité d'un déficit budgétaire de 42 000 000 000 \$ à notre arrivée au pouvoir.

Dans le cadre de notre dernier budget, nous avons également commencé à rembourser notre dette publique, et nous continuerons à le faire lors du dépôt de notre prochain budget, dans quelques semaines. En fait, le gouvernement du Canada n'a pas emprunté d'argent frais depuis plus de deux ans et demi. Après avoir progressé pendant des décennies, les impôts ont commencé à baisser. Et nous continuerons à le faire. Notre taux d'inflation a atteint son plus bas niveau depuis les années 1960. Nos taux d'intérêt n'ont jamais été aussi faibles depuis trois décennies.

Depuis que nous sommes arrivés au pouvoir, le chômage a reculé de près de 3,5% au Canada. Il a maintenant atteint son point le plus bas en presque dix ans. L'an dernier, nous

avons affiché la plus forte croissance de l'emploi au sein du G7. Depuis 1994, sur le plan de la compétitivité, nous nous sommes hissés du vingtième au 5e rang selon le classement établi par le Forum économique mondial. Malgré la récente tourmente mondiale, le Fonds monétaire international prévoit que les résultats aux chapitres de la croissance de l'économie, des investissements et de l'emploi au Canada compteront parmi les meilleurs du G-7 en 1999.

Bref, mesdames et messieurs, le Canada a repris sa place en tête des économies mondiales. Nous sommes de nouveau un des meilleurs endroits au monde pour investir et faire des affaires. Nous avons de nouveau les ressources et la confiance nécessaires pour tirer parti de nos atouts considérables. Des avantages qui attirent irrésistiblement les investisseurs, avec des travailleurs spécialisés, des industries de pointe dynamiques, un réseau de communications exceptionnel, une voie rapide sur l'inforoute, de faibles coûts énergétiques et des services de santé de qualité à prix abordable.

La tournure récente des événements indique aussi qu'en tant que peuple, nous sommes plus confiants de laisser derrière nous les vieux conflits politiques. Dans l'ensemble, les Canadiens s'entendent maintenant pour que leurs dirigeants se concentrent sur l'augmentation du niveau de vie et non sur de vieilles querelles de juridiction entre les différents ordres de gouvernement. Ils veulent la coopération, et non le conflit.

Le Canada est un pays ouvert sur le monde. Nous venons d'entreprendre un mandat de deux ans au Conseil de sécurité de l'ONU. Nous apportons notre collaboration active aux missions de maintien de la paix et d'observation. Nous sommes un chef de file dans la recherche de solutions aux problèmes financiers internationaux. Et, à l'approche de nouvelles négociations commerciales, nous sommes déterminés à préserver l'ouverture de nos marchés. 40 % de notre PIB dépend de nos exportations. C'est la proportion la plus élevée de tous les pays industrialisés. Alors nous savons bien que la réduction des barrières aux échanges et aux investissements représente le meilleur gage de prospérité dans le monde et au Canada au cours du prochain siècle. C'est pourquoi le Canada s'est placé à l'avant-garde des efforts visant à libéraliser les échanges dans les Amériques, dans le Pacifique et, au sein d'organismes tels que l'Organisation mondiale du commerce, dans le monde entier.

Mesdames et messieurs, nous sommes extrêmement fiers des progrès que nous avons accomplis au Canada ces dernières années. Mais nous ne pouvons être complaisants. S'il est une leçon que nous avons apprise suite à nos expériences passées et celles des autres pays c'est que, dans une économie mondialisée, la prospérité n'est pas assurée. Il faut la mériter jour après jour, année après année.

Le Canada, tout comme les autres pays du G7, a vu ralentir la croissance de la productivité au cours des trois dernières décennies. C'est pourquoi nous travaillons d'arrache-pied afin d'améliorer notre performance au plan de la productivité de la même façon que nous avons redressé nos finances publiques. Car nous savons que l'amélioration de la productivité est la clé d'une plus grande prospérité. Et une plus grande prospérité – répartie équitablement – est la clé d'une meilleure qualité de vie pour les Canadiens. Il s'agit donc d'investir dans les bons secteurs. D'investir dans la recherche et le développement de pointe par l'entremise d'organisations comme la Fondation canadienne pour l'innovation et nos centres

d'excellence. D'investir dans les compétences et dans la réussite de nos citoyens en élargissant l'accès à l'enseignement, en modernisant le régime de soins de santé et en atténuant la pauvreté des enfants. Il s'agit aussi de baisser les impôts et de réduire le fardeau de la dette publique.

Nous pouvons déjà constater les effets positifs de cette approche. Nous avons enregistré en 1997 la meilleure croissance de la productivité depuis une décennie. La part des exportations canadiennes que représentent les produits de base est passée d'environ 60 % en 1980 à environ 35 % en 1997, ce qui correspond à environ 12 % de notre PIB seulement. En plus, le secteur de la haute technologie affiche un taux de croissance de l'emploi et de la production deux fois plus élevé que le reste de l'économie. Une foule de nouvelles entreprises de haute technologie ont décollé depuis quelques années – des entreprises qui produisent des produits perfectionnés comme le bras spatial pour la nouvelle station spatiale internationale ou font de l'infographie pour des films comme le Parc jurassique.

Ce sont de très bonnes nouvelles. Mais ce qui m'encourage le plus ce sont les transformations auxquelles nous assistons dans nos collectivités urbaines et rurales – des petites villes aux grands centres – d'un océan à l'autre. Kanata, en Ontario, en banlieue de notre capitale nationale, s'affirme comme capitale de la haute technologie au Canada. Plus de 120 entreprises de ce type y sont installées. Dans le monde entier, on l'appelle la « Silicon Valley » du Canada. Saint-Jean, au Nouveau-Brunswick, s'est trouvé un nouveau créneau en tant que centre téléphonique. Hamilton, en Ontario, notre capitale de l'acier, tire maintenant une plus grande proportion de ses revenus de l'éducation que de l'acier. Montréal est un carrefour international dans le domaine aérospatial, alors que Bombardier est récemment devenu le troisième constructeur d'aéronefs au monde.

Saskatoon, en Saskatchewan, est un grand centre de la biotechnologie. Au Canada, nous connaissons très bien les défis associés à la géographie. Certains des plus grands exploits de notre histoire ont été de vaincre le temps et la distance. De rapprocher les Canadiens et de faire naître un esprit communautaire véritable à l'échelle nationale. C'est pour cette raison que nous nous sommes engagés sur l'inforoute comme peu d'autres pays le font.

Nous nous sommes fixés comme objectif de veiller à faire du Canada un carrefour mondial sur l'inforoute. De faire en sorte que nos collectivités et nos entreprises soient les plus branchées au monde. En fait, notre gouvernement s'est donné l'objectif ambitieux de faire du Canada le pays le plus branché au monde d'ici l'an 2000 au moyen d'une stratégie que nous appelons Un Canada branché. Et elle est érigée sur une base très solide : Le taux de pénétration de l'ordinateur domestique, du câble et du téléphone au Canada est le plus élevé du G7. Nos tarifs téléphoniques sont les plus faibles du G7. L'accès à l'Internet coûte moins cher qu'ailleurs dans le G7. Le coût du commerce dans le secteur de l'informatique est moins élevé que dans les autres pays du G7. Le coût de production de logiciels est le plus faible en Amérique du Nord.

En plus, le Forum économique mondial nous classe au premier rang mondial pour ce qui est de la formation de travailleurs du savoir. Cette année, nous comptons achever notre programme Rescol, qui verra chacune de nos 16000 écoles et bibliothèques publiques branchées à l'Internet. Nous serons le premier pays du G-7 à y arriver. En fait, nous exportons déjà notre expertise en ce domaine vers d'autres pays.

Dès l'an prochain, nous aurons installé des points d'accès public à l'Internet dans 10 000 collectivités rurales et urbaines. Et nous disposerons bientôt du réseau de recherche le plus rapide au monde. C*A*NET3 sera plus de mille fois plus rapide que le réseau de recherche actuel. Nous travaillons également à faire en sorte que le Canada soit le meilleur endroit au monde pour le commerce électronique. C'est pourquoi nous avons été les hôtes de la conférence de l'OCDE sur le commerce électronique l'automne dernier. Et c'est pourquoi nous cherchons à établir chez nous les meilleures normes de confiance et de fiabilité au monde dans le domaine du commerce électronique.

Parce que tous les pays qui se lanceront tôt dans le commerce électronique en tireront de grands bénéfices. Mais ce sont les pays qui mèneront la charge, qui innoveront et qui établiront la norme en matière de commerce électronique qui recueilleront les plus grands bénéfices. Et le Canada sera l'un de ces pays. Tous ces investissements sont indispensables à notre poursuite d'une productivité et d'une prospérité accrues pour les Canadiens. Mais aucun investissement n'est plus important que ceux que nous faisons dans les gens.

Dès l'automne prochain, la Fondation des bourses du millénaire aidera annuellement 100 000 jeunes de plus à acquérir une formation post-secondaire. De façon tout à fait appropriée, c'est devenu notre premier investissement post-déficit. La nouvelle Prestation nationale pour enfants vise à aider les enfants des familles pauvres, et à aider ces familles à se sortir de la pauvreté et de la dépendance afin qu'elles puissent améliorer leur qualité de vie et contribuer à notre richesse nationale. Et notre système national de santé recevra en priorité de nouveaux investissements dans notre prochain budget.

Notre système de santé constitue déjà un énorme avantage comparatif pour le Canada, et un puissant argument en faveur de l'établissement d'entreprises au Canada. Les coûts du système sont répartis à travers l'ensemble de la société. Cela représente d'importantes économies pour les compagnies établies au Canada, et leur fournit certains avantages en comparaison à d'autres marchés, particulièrement aux États-Unis. En effet, les constructeurs d'automobiles aux États-Unis dépensent davantage pour les cotisations à l'assurance-santé de leurs employés que pour l'acier servant à la construction de leurs véhicules. Cette dépense n'est pas nécessaire au Canada. De plus, notre système est plus rentable et il comprend moins de gaspillage lié à l'administration. Et il est universel, contrairement au système américain qui laisse des dizaines de millions de personnes à leur sort.

De tels investissements dans le savoir et la santé de notre population sont tout aussi essentiels pour atteindre la prospérité durable que les mesures incitatives pour les investissements. Le savoir et la santé des Canadiens demeureront ainsi pour nous une priorité majeure. En fait, notre population est notre plus grand atout. Notre population est la plus diversifiée et la plus cosmopolite au monde, et elle entretient des liens de toute sorte aux quatre coins de la planète. Notre peuple s'est donné une qualité de vie sans égal. D'ailleurs, les Nations unies ont attribué au Canada le statut de meilleur pays du monde pour sa qualité de vie, et ce cinq années de suite!

Notre main-d'œuvre, à cause notamment de la qualité de son éducation et de sa formation, est sans égal en Amérique du Nord. Mesdames et messieurs, notre présence ici, tout comme

celle de notre ministre du Commerce et de notre ministre de l'Industrie, démontre que nous tenons à promouvoir avec ardeur l'histoire de la réussite du Canada d'aujourd'hui.

Et grâce à nos efforts collectifs soutenus, je suis persuadé que la renaissance économique du Canada se poursuivra encore longtemps.